



**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DÉLIBÉRATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL**

**DELIBERATION N°DCM2024\_135  
RIFSEEP - MODIFICATION DES CONDITIONS D'ATTRIBUTION**

L'an deux mil vingt-quatre, le 17 décembre, le Conseil Municipal de la Commune des Hauts-d'Anjou dûment convoqué le 11 décembre 2024, s'est réuni en salle du conseil de la commune déléguée de Champigné, sous la présidence de Madame Maryline LÉZÉ, Maire.

Conseillers en exercice : .....43  
 Conseillers présents : .....28  
 Pouvoir(s) : .....6  
 Votants : .....34

**Conseillers présents :**

LÉZÉ Maryline, BASTARD Estelle, POMMOT Michel, LANGLAIS Véronique, DRIANCOURT Marc-Antoine, SANTENAC Rachel, BERNIER Catherine, BURON Christelle, PAULY-MOREAU Noémie, FOUIN Dominique, JAMIN Grégoire, BRICHET Stéphane, THEPAUT Michel, NOILOU Jean-Claude, CHIRON Jacky, PERTUISEL Roselyne, CHABIN Nathalie, RIVENEAU Annie, BERTIN Jérémy, FOUIN Marion, RICHARD Maud, KLEIN Bernadette, BOURRIER Alain, BESSON Bernard, LEMAIRE Hélène, AUBRY François, BRIAND Tony, GOURMEL Jacques,

**Conseillers absents ayant donné pouvoir :**

FRANCOIS Marie-Jeanne a donné pouvoir à BASTARD Estelle, MASSEROT Christian a donné pouvoir à JAMIN Grégoire, BOUDET Marie-Christine a donné pouvoir à POMMOT Michel, BODIN Freddy a donné pouvoir à LEMAIRE Hélène, POLPRÉ Charlene a donné pouvoir à PAULY-MOREAU Noémie, DESPORTES Philippe a donné pouvoir à SANTENAC Rachel,

**Conseillers excusés :**

FLAMENT Sophie, Jean-Yves LAURIOU,

**Conseillers absents :**

MARTIN Alain, JOUANNEAU-FERRON Laetitia, MASSE Stéphane, CHATILLON Jean-Yves, LEOST Marie-Hélène, GUILLOT Jean-François, BOULLIER Marine,

**Secrétaire de séance :**

AUBRY François

DELIBERATION N°DCM2024\_135  
RIFSEEP - Modification des conditions d'attribution

Rapporteur : Christelle BURON

La délibération du 17 octobre 2019 instaurant un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) au bénéfice des agents des Hauts-d'Anjou nécessite d'être révisée comme suit.

Il est proposé, dans un premier temps, de supprimer le maintien du régime indemnitaire en cas de congé longue maladie et congé longue durée. Dans un second temps, il est proposé de corriger une rédaction équivoque issue d'une version de travail à l'époque de la seconde création de la commune nouvelle et de rétablir sans ambiguïté la version en faveur d'une égalité de traitement des agents, conformément à la volonté initiale lors de la création de commune nouvelle.

Modalités d'octroi du régime indemnitaire selon le statut de l'agent :

Le RIFSEEP pourra être octroyé à tous les agents titulaires et contractuels recrutés au sein de la commune des Hauts-d'Anjou.

Modalités de maintien ou de suppression de l'IFSE en cas d'absence pour motif médical :

Les conditions de maintien ou de suppression de l'IFSE (Indemnité de Fonctions, de Sujétions et d'Expertise) sont déterminées comme suit :

| MODALITÉS DE MAINTIEN OU DE SUPPRESSION DE L'IFSE  |  |
|--|--|
| Maladie ordinaire  | Maintenue dans les mêmes proportions que le traitement |
| Maternité, adoption, paternité   | Maintenue dans les mêmes proportions que le traitement |
| Congé pour invalidité imputable au service CIIIS – Accident de travail / maladie professionnelle | Maintenue dans les mêmes proportions que le traitement |
| Congé Grave maladie  | Suspendue (sauf application rétroactive *)             |
| Congé Longue maladie   | Suspendue (sauf application rétroactive *)             |
| Congé Longue Durée   | Suspendue (sauf application rétroactive *)             |
| Temps partiel Thérapeutique  | Maintenue dans les mêmes proportions que le traitement |

\* L'agent perd le bénéfice de son régime indemnitaire à compter de la date de décision de placement en congé de grave maladie, CLM ou CLD (article 2 du décret n° 2010-997). Toutefois, lorsqu'un agent est placé en CLM, CLD ou CGM à la suite d'une demande présentée au cours d'un congé de maladie, les primes et indemnités qui lui ont été versées durant son congé de maladie lui demeurent acquises.

**DELIBERATION N°DCM2024\_135**  
**RIFSEEP - MODIFICATION DES CONDITIONS D'ATTRI**

Vu le code général des collectivités territoriales ;  
Vu le code général de la fonction publique, notamment ses articles L 712-1, et L 714-4 à L 714-13 relatifs à l'institution d'un régime indemnitaire au sein de la fonction publique territoriale ;  
Vu le décret n° 2010-997 modifié du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'État et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés ;  
Vu la délibération du Conseil municipal du 17 octobre 2019, instituant un Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement professionnel (RIFSEEP) au bénéfice des agents communaux,

Considérant l'avis favorable du Comité social territorial en date du 12 décembre 2024,  
Considérant la nécessité de corriger la délibération du 17 octobre 2019 actuellement en vigueur, pour sa bonne application,

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

- De modifier les conditions d'octroi du régime indemnitaire dans les conditions indiquées ci-dessus.
- D'autoriser Madame la Maire ou son représentant à signer toute pièce et prendre toute mesure se rapportant à ce dossier.

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, adopte la présente à l'unanimité**

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus

Pour extrait certifié conforme  
A Champigné, le 19 décembre 2024



Maryline LÉZÉ,  
Maire des Hauts-d'Anjou

*Certifié exécutoire par le Maire*

*Compte tenu de la transmission en Préfecture le 19 décembre 2024*

*Et de la publicité par voie d'affichage, publication ou notification le 19 décembre 2024*

*Mention des voies et délais de recours : La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Nantes – sis 6 All. de l'Île Gloriette, 44000 Nantes – dans le délai de deux mois à compter de la plus tardive des dates précédentes. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site Internet <http://www.telerecours.fr>.*

Envoyé en préfecture le 20/12/2024

Reçu en préfecture le 20/12/2024

Publié le



ID : 049-200084903-20241217-DCM2024\_135-DE